



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénäic, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_172

Objet	Mise en place du contrôle d'accès en déchèteries
Rapporteur	Chantal SOUDON
Service	Services techniques
Thème	Environnement

Chantal SOUDON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La mise en place des barrières d'accès dans les déchèteries de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas a fait l'objet d'un marché global d'acquisition du matériel et de la solution logicielle partagée avec la Communauté de Communes du Pays des Abers et Pays d'Iroise Communauté.

Les barrières d'accès sont mises en place notamment pour lutter contre la porosité des usages sur les déchèteries limitrophes de deux EPCI voisins. A ce jour, les usagers des EPCI utilisent la déchèterie au plus proche de chez eux, sans tenir compte des frontières administratives territoriales.

La transversalité de l'utilisation de toutes les déchèteries permet d'offrir un service de proximité aux usagers, principalement pour les communes limitrophes et d'améliorer le bilan carbone dû aux transports routiers.

Les coûts de gestion et de traitement sont supportés par l'EPCI recevant les déchets alors même que la redevance/taxe est perçue par la collectivité d'origine de l'utilisateur.

Il est proposé d'autoriser l'accès de toutes les déchèteries de la Communauté de Communes du Pays des Abers, Pays d'Iroise Communauté et la Communauté Lesneven Côtes des Légendes, pour tous les usagers, avec refacturation.

Il est à noter que la CLCL a équipé ses usagers d'une carte d'accès aux déchèteries depuis plusieurs années. Leurs cartes n'étant pas compatibles avec l'outil mis en place sur les 3 autres EPCI, les habitants de la CLCL souhaitant accéder aux déchèteries de la CAPLD (et vice versa) auront 2 cartes d'accès : une carte pour accéder aux déchèteries de la CLCL et une carte pour accéder aux déchèteries de la CAPLD.

Définition des modalités de refacturation :

Pour les usagers particuliers :

La solution logicielle permet de connaître les passages de chaque usager dans n'importe quelle déchèterie des 4 EPCI.

Un bilan sera réalisé chaque fin d'année pour connaître le nombre de passages.

Le montant de la facturation sur la base du coût par habitant en déchèterie sera défini par la matrice compta-coût.

Cet outil de contrôle de gestion partagé par tous les EPCI français permet une comparaison entre collectivités. En intégrant l'ensemble des coûts de gestion et d'investissement, elle permet d'éditer annuellement un coût annuel par habitant en déchèterie.

Ainsi, il est proposé la mise en place d'une convention annuelle entre les 4 EPCI, avec bilan chiffré et nécessité de réévaluer le fonctionnement avant renouvellement. Cette convention pourra être rédigée début 2024.

La mise en œuvre de ce dispositif ne pourra être effectif qu'après validation du principe dans l'ensemble des instances des EPCI.

Cas particulier de l'amiante lié à un matériau inerte : seuls les usagers particuliers de la CAPLD ont la possibilité de déposer des déchets d'amiante lié dans les déchèteries de Plouedern et Daoulas. Les usagers professionnels et l'ensemble des usagers des 3 EPCI n'ont pas l'autorisation de déposer ce type de déchets sur les déchèteries de la CAPLD.

Pour les usagers professionnels :

Chaque professionnel pourra accéder à l'ensemble des déchèteries, sous réserve de respecter le règlement intérieur de chaque déchèterie, les consignes de tri et les règles de facturation (redevance déchèteries) de chaque EPCI, les tarifs étant différents d'une collectivité à une autre.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission environnement du 20 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 31 octobre 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide le partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas et la Communauté de Communes du Pays des Abers, Pays d'Iroise Communauté et Communauté Lesneven Côtes de Légendes,

Article 2 : valide les modalités de refacturation entre EPCI.